

RÉCHAUFFER LA BANQUISE

Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

• JUILLET 2004 • N U M E R O 25 •

• LES PUBLICATIONS DU CACTUS • WWW.CACTUS-REPUBLICAIN.ORG •

LA GAUCHE !, C'EST PARTI !

❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

*C'était en filigrane dans notre précédent numéro. C'est maintenant lancé : les animateurs du Cactus Republicain et de Réchauffer la Banquise interviennent dans le champ politique. On a trouvé un nom, tout simple : **La Gauche !** Nous ne prétendons évidemment pas représenter toute la gauche, mais contribuer, modestement, à donner à la gauche quelques idées, et à œuvrer pour un rassemblement autour de quelques axes clairs : travailler à une alternative au libéralisme pour réduire les inégalités économiques, sociales, culturelles, qui n'ont cessé de se creuser depuis trente ans, sous des gouvernements « de gauche » comme de droite, proposer des pistes pour l'intégration de celles et ceux, nés ici ou ailleurs, de multiples origines, que notre société a marginalisés par centaines de milliers, remplacer les résignations par la volonté d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens. Cela nécessite des réflexions de fond, et nous en avons déjà, en deux ans, avancé quelques unes, qu'il faut inlassablement compléter et approfondir et des propositions concrètes. Dès la rentrée, des groupes de travail seront mis en place, des actions proposées.*

*Cela nécessite aussi de travailler avec d'autres. Des contacts sont pris, d'autres sont en cours. Dans les jours qui viennent, nous allons proposer à qui le veut bien de constituer un réseau, sans prééminences, avec le seul souci d'échanger et mutualiser réflexions, propositions, expériences. **La Gauche !** ne demande évidemment pas à celles et ceux qui veulent accompagner ce projet de renoncer, si tel est le cas, à leurs appartenances politiques. Réunir des énergies ne signifie pas les uniformiser mais au contraire se nourrir des différences. Nous connaissons trop le travers des formations politiques classiques, toujours méfiantes envers les divergences, pour être tentés d'y succomber. **La Gauche !** fonctionnera donc, à l'interne comme à l'externe, en réseau. Et **Réchauffer la Banquise**, même si son nom changera peut-être à la rentrée, continuera d'être ouvert aux contributions des horizons les plus divers de la gauche. Nous publierons ainsi en août, le temps du barouf médiatique passé, un numéro de réflexion sur le mariage, l'homoparentalité, les affections, la famille dans la société.*

*En attendant, dans ce numéro, **João Silveirinho** nous livre le troisième chapitre de ses réflexions sur la culture et la politique. Nous retrouvons avec plaisir **Daniel Cojean**, qui nous explique pourquoi il faut s'opposer au projet de constitution européenne. Autre retour bienvenu dans nos colonnes, celui de **François de la Chevalerie**, inlassable défenseur de la francophonie, mais aussi distingué astronome amateur, qui nous entraîne, à la faveur de l'été, sur quelques chemins de la science-fiction. De retour aussi, quoique depuis pas si longtemps, **Florence Bray** se paye en trois coups les gros les RG, « Le Monde » et les néo-colons de Marrakech. **Jean-Michel Hureau** râle, bien sur, mais de ne pas payer assez d'impôts, cette fois. **Emmanuel Dupuy** nous recommande un livre d'entretiens avec Serge Raveland, grande figure de la résistance et celui de Claude Nicolet sur la fabrique d'une nation. Bonnes lectures !*

❖ LA LIGNE : CULTURE ET POLITIQUE (SUITE) : ACCES A LA CULTURE ET PRODUCTION CULTURELLE

Par João Silveirinho

Dans les numéros précédents, nous avons tenté de préciser le champ du culturel, en le distinguant des mœurs, en ne confondant pas culture et médias, en montrant les liens entre culture et éducation, puis nous avons défendu la notion d'exception culturelle

La production culturelle est une activité humaine ancienne : nous en conservons des vestiges datés de la préhistoire . L'accès à cette production a toutefois constitué un enjeu important de luttes sociales : l'œuvre culturelle est à la fois un outil de connaissance, qui donne en conséquence du pouvoir à qui la détient, et marque de prestige, qui distingue celui qui l'accapare.

Le problème des codes d'accès

Accéder à la culture suppose que l'on dispose des codes nécessaires : le langage, la lecture sont les plus évidents, mais « savoir voir » ou « savoir écouter » supposent aussi des apprentissages qui, comme les autres s'acquerront ou non à l'école, dans l'environnement familial et social . L'accès à la culture suppose donc l'accès à l'éducation. Le politique, en faisant en sorte que la dimension culturelle soit prise en compte dans les programmes et les pratiques éducatives, a évidemment un rôle à jouer. A notre sens, l'Education Nationale, jusqu'à présent, a rempli sa mission convenablement, relayée par de multiples associations socio-culturelles ou d'éducation populaire. Il convient toutefois d'être vigilant pour que la dimension culturelle de l'enseignement ne soit pas, comme c'est trop souvent le cas, mutilée au détour de telle ou telle réforme.

On notera que l'éducation à l'image, forme culturelle majeure depuis l'avènement du cinématographe, est, hors certaines sections spécialisées des lycées, très mal prise en compte dans l'enseignement général : une avancée doit être proposée : comment en effet contrer l'entreprise de décervelage télévisuel véhiculée par une conception mercantile et la « dictature

de l'audimat » si on n'éduque pas les esprit à la critique ?

L'accessibilité sociale : le rôle de la puissance publique

Supposons les codes acquis : l'accès à la culture n'est pas encore garanti. La production d'œuvres culturelles n'est pas gratuite. Outre l'auteur de l'œuvre, les facteurs de sa production ont un coût, particulièrement élevé dans certaines formes de production (spectacle vivant, œuvres cinématographiques...). La revendication de l'accès à la culture a été très tôt un des éléments des luttes sociales émancipatrices. Elles ont conduit à l'intervention du politique pour concourir à cette accessibilité : bibliothèques pour accéder au livre, théâtres publics ou subventionnés, aides aux œuvres audiovisuelles, commandes publiques d'œuvres plastiques, musées publics pour conserver et mettre en valeur le patrimoine.

La France, dans le domaine de l'aide publique à la culture, figure parmi les pays les plus avancés. Cette situation n'est toutefois pas acquise. Des voix s'élèvent régulièrement pour contester cette politique, au nom du marché qui, mieux que tout autre dispositif, traduirait au plus juste les goûts du public. Le corollaire de cette attitude est bien évidemment que la culture devienne une marchandise comme les autres. C'est cette logique qui est en œuvre à la télévision, où l'audimat est considéré, dans cette optique, comme l'arbitre du « mieux-faisant » culturel !

Il est regrettable que la puissance publique, suivant la mode immodérée des « organismes indépendants » ait renoncé à ses prérogatives dans l'audiovisuel public au profit d'un CSA et de présidents de chaîne « indépendants ». Pour éviter le risque d'être accusé de contrôler l'information, on fait ainsi l'impasse sur une possibilité de politique culturelle à la télévision. Il ne s'agit certes pas de revenir à des télévisions aux ordres, mais c'est au politique, émanation des votes des citoyens, de définir les objectifs culturels de la télévision, dans le cadre d'un cahier des charges garantissant la liberté de création. Ce ne serait pas si difficile.

Production et diffusion culturelle

Accéder à la culture suppose évidemment que des œuvres culturelles soient produites. Nous avons indiqué précédemment les principaux dispositifs existants qui aident à la production et à la diffusion culturelle. Certaines sont remises en cause par l'évolution technologique : ainsi, le prix unique du livre, qui protège les auteurs, les éditeurs, les libraires indépendants est mis en péril par Internet, où des géants américains (Amazon.com est le plus important) deviennent capables d'expédier dans le monde entier des livres à prix réduit.

Les droits d'auteurs des musiciens, des auteurs de films, des écrivains, sont menacés par des échanges électroniques insuffisamment encadrés. Encore qu'il ne faille pas tomber dans le piège des lamentations des « majors » de la musique ou de l'audiovisuel, car l'échange « gratuit » que permet internet, par exemple, est aussi un moyen de faire connaître les œuvres qui n'ont pas accès aux médias de masse. Cette pression « technologique » se double d'une pression politique des Etats Unis, qui ont une conception très différentes de la nôtre du droit d'auteur, et de l'Union Européenne, qui a tendance à considérer que le prix unique du livre, par exemple, mais aussi les quotas d'œuvres nationales dans les médias sont des pratiques « anticoncurrentielles » : la culture-marchandise est à nos portes et il est urgent de résister. La France, avec 65% « seulement » de films américains sur le marché cinématographique est le pays européens qui résiste, et de loin, le moins mal : on imagine où en sont les autres.

Notre défense du principe de l'exception culturelle, non seulement pour la France, mais pour toutes les nations, n'est pas celle d'une conception figée ou « pure » (quelle idée ! la culture est nécessairement impure) d'une culture nationale. Une culture vivante se nourrit d'échanges avec les autres, d'emprunts réciproques : cela donne des métissages féconds. Mais il ne faut pas confondre métissage et uniformisation, exception permettant une véritable diversité et multiculturalisme ou « world culture ».

Professionnels et amateurs

On s'accorde généralement sur le fait qu'une pratique culturelle personnelle favorise l'accès aux pratiques des autres. Dans le domaine culturel, la frontière entre amateurs et professionnels est souvent ténue. Les professionnels s'en inquiètent parfois, ce qui est compréhensible, mais probablement erroné : plus nous aurons d'amateurs, plus les spectacles professionnels attireront le public. Développer la pratique culturelle est sans doute l'une des carences les plus voyantes des politiques culturelles publiques.

Cette carence est en partie, mais en partie seulement, masquée par de nombreuses associations qui agissent dans le champ culturel. Nombreuses, ce qui démontre que l'envie est présente, mais pauvres, ce qui limite leur impact. Dans ce champ du développement des pratiques culturelles, l'école, une fois encore, a un rôle à jouer. La pauvreté des activités culturelles dans nos écoles, et plus encore dans nos lycées et universités, ne favorise évidemment pas les pratiques culturelles. Les résultats de ces manques de « culture de la culture » sont parfois surprenants. Ainsi, voici quelques mois, un magazine sur le cinéma, couleurs et papier glacé, était édité à l'initiative d'un groupe d'étudiants de diverses universités. Louable initiative ? Tout à fait, mais 90% de la revue était consacrée aux « blockbusters » américains. Cela payait sans doute la quadrichromie et le papier glacé, mais pour quel impact culturel ?

Les discours sur la culture, et les pratiques culturelles, comme facteurs d'intégration et d'éducation à la citoyenneté ne manquent pas. Trop souvent, on en reste au discours.

(à suivre)

❖ POINT DE VUE : POURQUOI LA GAUCHE DOIT DIRE NON AU PROJET DE TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN

Par Daniel Cojean

Il est un peu fébrile, et à la limite d'une pensée souverainiste européenne, de penser qu'en construisant un bloc économique

opposable au bloc américain, la paix dans le monde y gagnerait. C'est tout le contraire, et la guerre militaire prendra lieu et place de la guerre économique en cours. Les « ricains faucons » et va-t-en guerre, sont allés en Irak pour asseoir leurs intérêts vis à vis du monde et ils n'accepteraient pas une domination européenne économique sur le reste de la planète.

Voilà pourquoi il faut s'interroger sur la construction européenne actuelle. Elle est vassalisée par la puissance impérialiste américaine. Cette Europe ne ressemble ni de près ni de loin à une Europe émancipatrice. D'autre part, imaginer construire une Europe fraternelle en votant oui au projet de traité constitutionnel, c'est ignorer la toute puissance de l'argent roi sacralisée au travers d'un traité qui institue le business comme pensée universelle de régulation de la totalité des rapports sociaux. C'est un peu court comme vision humaniste et elle est effectivement basée sur l'absence de perception de la lutte de classe comme mode d'analyse de la société capitaliste.

Nous sommes tous des " frères, que le bon dieu nous bénisse ". ou encore l'image symbolique de l'inconscient qui coupe la branche sur laquelle il est assis, sont des clichés à la hauteur de la pensée simpliste qui fait abstraction de la réalité économique.

Il est nécessaire de penser l'espoir européen autrement que comme une fuite positive en avant, bardée de rêves infantiles en inadéquation avec le principe de précaution. Regardons les électriciens et gaziers de France : ils mènent un combat fondé sur les valeurs universelles d'accession pour tous aux services publics. Ce qui m'étonne, c'est que les atteintes à la Sécu, aux 35 heures ou aux services publics d'intérêts général réalisés par des entreprises publiques à but non lucratif ne provoquent pas dans ce pays plus de réactions. Faut-il croire que l'Europe " citoyenne " et certains problèmes "sociétaux " captent plus les esprits en quête du rêve émancipateur que l'analyse concrète du futur quotidien ? L'esprit aussi est une marchandise, là est peut être la réponse ? Une chose est certaine : les philosophes adeptes du libéralisme continuent de marquer des points

sur le terrain de la résignation, s'ils n'en marquent plus sur celui de la conviction. Je pense qu'il ne sert à rien de s'inscrire dans un scénario de positivité de l'idéal européen, car cela ne fait qu'alimenter la confusion sur les véritables objectifs de l'Europe du capital. Le « tous ensemble » européen est un leurre et une pensée récupératrice des esprits épris de justice, de paix et de fraternité. L'espoir est à rechercher du côté de l'approfondissement de valeurs universelles nouvelles ou anciennes.

Il faut « réinventer l'histoire » pour revisiter l'avenir. L'Europe ne peut constituer une valeur universelle en tant que telle. Elle est un constat culturel, elle n'est pas à construire. Il est souhaitable de l'aménager pour faciliter le rapprochement entre les peuples et garantir la paix. Point barre. Le reste n'est que propagande et supercherie. L'idéal européen est une trappe sans fond dont on ne pourra voir l'apocalypse qu'en cas de survie.

❖ **RG, MEDIA, ISLAM, ET COHESION SOCIALE**

Par Florence Bray

Qui commande les textes des renseignements généraux? Et où veulent en venir les media à propos de cohésion sociale ? La lecture du rapport donné le 5 juillet dernier par Le Monde sur le « repli communautaire » dans la moitié des zones sensibles observées (?) laisse supposer en tous cas que les orientations sont tranchées pour trancher aussi les faits. Commentaire de texte, en guise de sport cérébral pour l'été.

Merci d'abord au journaliste pour une précaution initiale, assez floue pour servir à toute fin : « Cette étude, dont Le Monde s'est procuré une synthèse, n'a donc pas de valeur scientifique et ne s'appuie pas sur des statistiques indiscutables ; elle vise à cerner, à l'échelle nationale, une tendance, en s'appuyant sur de multiples exemples locaux tirés des cités françaises par les directeurs départementaux des RG. » Dans les "quartiers ghettoïsés ou en voie de l'être", les RG notent une forte concentration de familles d'origine immigrée, "parfois majoritaires, cumulant les handicaps sociaux et culturels", qui peut entraîner des rapports

antagonistes avec les Français d'origine. "Ces populations, écrivent les RG, conservent des survivances culturelles aboutissant à une certaine endogamie, à un maintien de modes de vie traditionnels, à l'émergence de modes de régulation sociale des conflits parallèles aux institutions, et à une vie associative repliée, organisée en fonction de l'origine des participants." Les analystes de la direction centrale ne cachent pas leur pessimisme devant cette évolution profonde, qui paraît "difficile à endiguer", alors que les habitants les plus aisés - "le plus souvent d'origine européenne" - déménagent massivement et que les commerces traditionnels ferment. »

Comment peut-on associer par le propos « handicaps sociaux et culturels » avec « survivances culturelles, mode de vie traditionnel, émergence de modes de régulation sociale parallèles aux institutions, vie associative repliée organisée en fonction de l'origine des participants » sans avaler de travers dans le saut logique ? Il est tout de même rare que les associations regroupent des êtres hétérogènes sans terreau commun, (Aveyronnais et Bretons de Paris ?), et ne travaillent pas à la résolution souple et solidaire des tracas de la vie, telle l'Association régionale des parents et amis de déficients auditifs (source : pages jaunes 2004 p. 317) ! Et si l'on clame sans cesse qu'il faut du lien et que la chose publique soit reprise en mains par les citoyens, on ne peut pas dans le même temps déplorer que des gens se retrouvent, et considérer cela comme une faiblesse ! A moins d'un ethnocentrisme vieille lune qui préfère les assemblées café calva sur le zinc aux réunions de couturières traditionnelles l'après-midi autour du thé à la menthe, ce qui est un choix, mais de faible incidence sur la sécurité nationale.

On lit bien là-dessous que les RG se préoccupent évidemment d'une émergence de moins en moins honteuse des arabes, et donc de l'islam en France, mais cela est dur à dire. « Les RG notent que "les processus d'intégration des personnes d'origine maghrébine et de laïcisation de l'islam se poursuivent avec force dans l'ensemble de la société française". Néanmoins, le rapport souligne le rôle croissant des

prédicateurs islamistes radicaux, dont le discours de rupture vis-à-vis des institutions et de la culture françaises inquiète les policiers. Les prêcheurs islamistes, du Tabligh ou salafistes, sont devenus des acteurs de ces zones urbaines. La présence de ces prêcheurs a été constatée dans plus de 200 quartiers, de façon plus ou moins régulière. Leur "prosélytisme intégriste (...) porte ses fruits, notamment auprès des jeunes et des enfants, pris en charge par de nombreuses associations qui œuvrent dans le domaine sportif et éducatif (crèches, écoles coraniques)", souligne le document. »

Découvrons nous la poudre ? Oui, les religions s'accompagnent d'œuvres caritatives qui en favorisent l'implantation, en vertu certes d'une stratégie mais aussi d'un credo, souvent, qui prône l'assistance à son prochain : écoles, foyers, dispensaires en sont l'émanation naturelle, non une spécificité du jihad. Et si l'on veut y voir des chevaux de Troie, ce qui n'est pas non plus un scoop quand on s'est un peu préoccupé de ce qui se passe dans les pays totalitaires arabes, que faut-il faire ? Interrompre ces processus de solidarité, ou agir en tant que puissance publique pour qu'il n'y en ait plus besoin ? La segmentation du propos, qui fait fi des causes, socio-économiques, pour ne décrire que les effets, comme dans les pages les plus scolaires de Candide, est encore une fois estomacante d'irresponsabilité politique, d'autant qu'elle est finalement livrée ainsi au grand public.

« L'école constitue, selon les RG, "un véritable miroir grossissant des dérives" constatées dans certains quartiers. Selon le rapport, les enseignants ont noté une "radicalisation des pratiques religieuses (ramadan, interdits alimentaires), une certaine remise en cause des cours d'histoire, de sciences naturelles et de sport, tandis que les jeunes filles subissent de la part des élèves masculins des pressions pour porter le voile". »

Pour les RG, la « radicalisation » se confond avec la pratique élémentaire, qui fonde les interdits alimentaires ? Quant aux stigmates relevés par « les enseignants », (qui et par quels relais ?), les voilà extraits du débat sur la laïcité, qui leur a théoriquement répondu, pour être

reversés dans le dossier de la ghettoïsation : quelle médiocre manipulation!

« Autre lieu où s'exerce la pression religieuse : l'entreprise. Ainsi, des concessionnaires automobiles ont constaté une multiplication des demandes de salles de prières et des exigences de salariés voulant organiser leur travail en fonction de leur pratique religieuse. Dans le parc d'attraction de Disneyland Paris, une dizaine de salles de prières clandestines ont déjà été découvertes. » La « pression religieuse » parce qu'on a besoin de lieux de prières ??? Que de raccourcis entre possibilité de pratiquer son culte et laïcité, que de brutalité à ne toujours pas vouloir reconnaître l'indigence des réponses que la France apporte aux 5 millions de musulmans présents sur son sol, en dépit de la lucidité exceptionnelle en cette matière d'un Chevènement ! Et quelle souplesse a Le Monde pour épouser la ligne du texte qu'il commente et diffuse...

Pour finir avec ces pages d'exposition coloniale, déployons l'inventaire romanesque des critères retenus par les RG: « Huit critères ont été retenus par la DCRG pour déterminer si un quartier sensible, suivi en raison de son exposition aux violences urbaines, est marqué par un repli communautaire : un nombre important de familles d'origine immigrée, (le square des Batignolles, très portugais) pratiquant parfois la polygamie; un tissu associatif communautaire (le square des Batignolles : réseaux de fado); la présence de commerces ethniques (le square des Batignolles : débits de vino verde); la multiplication des lieux de culte musulman (Sainte Marie des Batignolles : messe en portugais); le port d'habits orientaux et religieux (le square des Batignolles : babouches Vuitton et officiants de Sainte Marie des Batignolles); les graffitis antisémites et anti-occidentaux (universellement réprimés, non ?); l'existence, au sein des écoles, de classes regroupant des primo-arrivants, (ils l'ont fait exprès ? Il n'existe qu'une classe d'accueil d'adolescents dans l'académie de Versailles, pour info) ne parlant pas français; la difficulté à maintenir une présence de Français d'origine (Bretagne, Alsace, et toutes régions limitrophes où les étrangers font monter les prix de l'immobilier).

Si un quartier répond à plusieurs de ces critères, les RG considèrent que des indices de repli communautaire existent ».

L'exercice de caviardage est aussi facile et de peu d'intérêt que le texte initial, mais moins dangereux : jeter de l'huile sur le feu et distiller dans les media grand public tant de raccourcis ne peut viser qu'à se décharger de sa responsabilité politique, en justifiant par avance des conflits sociaux, ou pire encore en légitimant par avance la politique de répression et les économies imposées au « plan de cohésion sociale » que les ministères concurrents voudraient entériner comme solution rapide, et authentiquement de droite. Bref, nous voilà revenus à la gestion aveugle, sottise et brutale d'une réalité, que le racisme le plus archaïque semble seul régir si l'on en juge aux catégories, explicitement non scientifiques, employées.

La citoyenneté, l'esprit républicain, que notre président invoque en chef de chœur de responsables à court de pensée, ce ne sont pas des pilules à avaler régulièrement. On se cabre sur ces mots magiques, mais la réalité continue en dynamique et l'appel à la préservation des conditions originelles, en grande partie mythiques, d'une société dirigée par l'expression de la volonté générale ne peut trouver de sens que s'il accepte d'entendre les volontés particulières, et cesse de raisonner en termes de masses antithétiques.

Nous n'avons pas encore assez d'illettrés en France pour que les propagandes et leur mépris de l'intelligence passent inaperçues : il faudrait que les Tintins qui nous dirigent fassent un peu attention aux réponses explosives qu'ils sont en train d'induire la bouche pleine d'une bouillie des plus beaux et des plus sordides poncifs.

Devinette : nombre important de familles immigrées, pratiquant parfois l'échangisme bisexuel, se regroupant dans les cafés de la ville coloniale, implantant des restaurants européens, buvant de l'alcool en terrasse les cheveux non voilés, portant des jeans et des shorts en ville, scolarisant leurs enfants dans des écoles non arabophones, se rassemblant dans les médinas dont ils rachètent les riads aux familles qui

partent dans les villes nouvelles = repli communautaire et risque de rapports antagonistes avec les Marocains d'origine, quartiers ghettoïsés ou en voie de l'être, ou villégiatures parisiennes à Marrakech ?

❖ TRIBUNE LIBRE : A QUOI RESSEMBLENT LES EXTRA- TERRESTRES ?

Par François de la Chevalerie

La quantité incalculable de galaxies, d'étoiles et de planètes laisse supposer que la vie a pu éclore selon divers chemins dans l'univers.

Il n'existe pas à priori de profil type d'extraterrestre. De surcroît, mieux vaut parler d'entité biologique extraterrestre (EBE). L'appellation recouvre toutes formes de vie envisageables depuis le simple filament en passant par des êtres extrêmement complexes. En quête du graal cosmique, les astronomes se contenteraient bien volontiers d'une modeste cellule ou d'une bactérie pour signaler l'existence d'une vie extraterrestre.

C'est compter sans l'imaginaire des hommes. Confrontés à l'épisode toujours confus de la disparition des dinosaures voici 65 millions d'années, ils ont souvent prêté aux extraterrestres la forme physique achevée de sauriens, beaucoup dangereux. Martelant cette piste à la limite de l'endoctrinement, la littérature et la filmographie abondent d'exemples de créatures aux caractéristiques reptiliennes. Certains scientifiques ont donné crédit à cette aventureuse modélisation en affirmant que si les dinosaures n'avaient pas disparu, ils auraient alors évolué rationnellement, développant à côté de leur instinct animal, une intelligence douée de raison. Vient une étrange proposition : les extraterrestres seraient un doux mélange de reptiles et d'humains, comme l'ornithorynque, indistinctement arrimés à deux mondes, ovipare et mammifère.

Rompant avec le supposé destin universel des sauriens, la poule aux œufs d'or se tarissant pour les studios hollywoodiens, l'on est venu à imaginer la création ex-nihilo de personnages à l'ossature peu ou prou humaine. Dans ce lot, les

hommes en noirs (Men in black) sont les plus connus. Toutefois, il n'est pas sûr que leur familiarité avec une célèbre agence d'espionnage crédibilise leur origine interstellaire. Plus sérieusement, des témoignages plaident pour une stricte apparence humaine des extraterrestres.

Dans les années soixante, des jeunes gens au profil harmonieux et à la chevelure blonde auraient été aperçus. Valeur impromptue dans le dossier des extraterrestres, l'arianisme n'est pas indifférent au contexte politique. L'existence de nombreuses races extraterrestres de type nordique le confirme. Cette dimension humaine se décline également dans leurs projets. Nullement à l'assaut de la terre en vue de son éventuelle destruction, leur mission consisterait à aider les hommes dans leur lutte contre les confrontations, les guerres ou les désordres écologiques. Curieusement, cette position est souvent soutenue et développée par des sectes en mal de structuration idéologique ou mentale.

Au gré des différents témoignages recensés, des formes physiques récurrentes apparaissent. Longtemps, les petits gris (short Grey) ont eu le vent en poupe. Petits de taille (1 m 20 de hauteur), tête volumineuse et aux longs bras, ils sont connus pour leurs yeux noirs et une couleur de peau, gris bleu. Nullement offensifs, leurs activités sur terre seraient d'ordre «bucoliques». Ils s'y rendraient pour y cueillir des plantes, des fleurs. Selon une certaine littérature, leur race connaîtrait des difficultés d'ordre génétique. Condamnaient à moyen terme, ils chercheraient à procréer un être nouveau rassemblant nos gènes et les leurs.

Au-delà de l'exemple, nombre de témoignages sont révélateurs des obsessions des êtres humains. Hasardeuse combinaison des talents de plusieurs espèces, la création d'un être hybride apparaît pour beaucoup comme une perspective encourageante. Dans son manuel de zoologie fantastique, Borges évoquait un maître Centaure qui représenterait l'harmonie des savoirs. Là encore, des risques de manipulation sont à craindre, notamment, de la part de certains laboratoires qui plaident à tout va pour la liberté de création scientifique avec, entre

autres terrains de prédilection, le clonage, les mutations génétiques, etc.

Loin du spectaculaire et des détournements en tous genres, les extraterrestres n'échappent-ils pas tout simplement à notre perception, à nos sens habituels? Peut-être se meuvent-ils selon des dimensions qui nous sont étrangères? Peut-être vivent-ils dans un univers parallèle au nôtre? A cet égard, une piste mérite d'être explorée. Nullement apprivoisée à ce jour, la théorie des cordes. Elle propose l'idée que les mystères de l'univers seraient intelligibles si celui-ci était structuré autour d'un nombre de dimensions supérieur aux 4 dimensions à ce jour reconnus. Selon cette approche, les théories de la relativité et de la physique quantique trouveraient alors leur concordance, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. En outre, les problèmes se rapportant à l'infini seraient résolus. C'est dans le repliement de ces dimensions méconnues que prospéreraient d'autres formes de vie.

Pour l'instant, tout peut être envisagé, rien ne doit être exclu. L'extraterrestre demeure un être hors norme dont l'accomplissement humain n'est qu'une hypothèse parmi d'autres.

❖ **LES HUMEURS DE JMH : NON A LA BAISSÉ DES IMPÔTS SUR LE REVENU !**

Par Jean-Michel Hureau

La déclaration peut paraître énigmatique, a priori. Cependant, si chacun se félicite dans son coin, de payer moins d'impôts sur le revenu, alors que, même s'il est conscient dans le même temps, qu'il paie plus d'impôts locaux, et que, tout compte fait, ça revient au même. Et ben non ! C'est certes un bel argument électoral, mais ça ne tient pas la route. Diminuer les rentrées fiscales pour l'État implique la diminution de son pouvoir d'intervention.

Allez, on répète, les retraites, les chômeurs en fin de droit, les chercheurs, la Sécu, les intermittents, continuez la liste. Pourquoi n'y a-t-il pas de solutions ? Pas de fric ! Évidemment, si on diminue ses recettes, il faut bien diminuer ses dépenses, sinon on s'endette et le service de la dette ne fait que s'accroître. Tiens donc, il

n'y a pas besoin d'être Grand Argentier et d'avoir fait l'ENA pour piger ça!

Reprenons. Dans une autre logique, si au lieu de nous pondre des réformes à la noix, on se disait que payer des impôts à l'État relève d'un acte citoyen. Hein ? Que l'on pourrait financer les retraites, l'assurance maladie, la recherche, l'éducation et le reste en se donnant les moyens de le faire sans procéder à des coupes sombres et de réformer par défaut, comme c'est la logique des politiques libérales. Le transfert des charges de l'État aux Régions est un affaiblissement de l'État lui-même, ce qui ne signifie pas qu'il ne faut pas décentraliser car transfert de charges n'est pas synonyme de transfert de responsabilités. Il faudrait, néanmoins, que le partage des contributions au budget de l'État soit plus équitable, ce qui exige, par contre, une grande réforme fiscale. Les riches paient moins d'impôts, comparativement, que les pauvres. Je veux payer plus d'impôts sur le revenu mais à condition que tous les paient au prorata de tous leurs revenus !

❖ **NOTE DE LECTURE: « LES VALEURS DE LA RESISTANCE, ENTRETIENS AVEC SERGE RAVANEL » (HENRI WEILL)**

Par Emmanuel Dupuy

La France célèbre cette année, le 60ème anniversaire du débarquement en Normandie, de la libération des grandes villes françaises, ainsi que celui du Programme du Conseil national de la Résistance, qui en mars 1944, posait les bases politiques de cet « esprit de la Résistance ». Cet ouvrage d'entretiens entre le grand résistant que fut Serge Ravanel et Henri Weill, journaliste et historien, nous plonge dans l'histoire de ces hommes d'exception, dévoués au service de leur pays, qui ont permis à la France de rester debout, malgré le trou noir de l'occupation.

Ce livre, d'engagement pédagogique, éclaire cette période et au-delà, permet de mieux comprendre l'itinéraire d'un homme, marqué par un certain nombre de valeurs, qui ont permis à la France de se reconstruire après la libération. Serge Ravanel, colonel des FFI, qui,

a 24 ans, a libéré la région toulousaine en août 1944, nous éclaire, aujourd'hui, sur les motivations qui animèrent ces résistants dans leur combat contre l'occupant : dévouement, don de soi, sens de l'intérêt général...

Ce livre-entretien s'interroge ainsi sur la modernité de ces valeurs. D'après Serge Ravanel, elles ont été et pourraient être encore aujourd'hui « un outil du renouveau du pays, fondé sur le civisme ». Le programme du CNR porte en lui cet espoir que l'union des hommes de bonne volonté, unis dans la victoire contre les nazis, aboutisse à la République sociale, fondé sur l'indépendance nationale, le rétablissement de la France dans sa mission universelle de culture et de progrès, la démocratie économique, le droit des individus à la sécurité, le rétablissement des libertés syndicales et l'affirmation des valeurs universelles (droits de l'homme, justice, solidarité, égalité...). Finalement, soixante ans après, le projet n'a pas pris une ride...
Editions Privat, Toulouse, 206 pages 24€

❖ **NOTE DE LECTURE : « LA FABRIQUE D'UNE NATION : LA FRANCE ENTRE ROME ET LES GERMAINS », DE CLAUDE NICOLET**

Par Emmanuel Dupuy

Claude NICOLET, membre de l'Institut, qui fut Directeur de l'Ecole française de Rome, nous dévoile à travers cet ouvrage, une merveilleuse enquête, qui nous fait remonter aux origines à la fois germaniques et romaines de la France, pour mieux mettre en lumière les critères d'appartenance et de constitution de notre Nation.

Dans la foulée d'Ernest RENAN, il y décrit ce qu'est une Nation. En se livrant à un travail minutieux d'historiographe, il analyse ainsi la manière particulière dont les Français ont considéré, ou imaginé, les origines de leur Nation ?

L'enquête passionnée menée par Claude NICOLET, se reflète ainsi dans le débat opposant les sources institutionnelles et juridiques qui fondent notre idée de communauté nationale, qui puisent dans les

origines romaines et germaniques des peuples constitutifs des royaumes francs, socles de la Nation française, à partir de la dislocation de l'Empire romain, au tournant du Vème siècle.

Au fur et à mesure que l'auteur décrit les mécanismes et les principes liant les deux conceptions juridiques à la « fabrique » de la Nation française, apparaît avec clarté les similitudes qui fondent le pacte social unissant aussi les peuples d'Allemagne entre eux. Ainsi, c'est résolument vers l'avenir que l'ouvrage nous porte en nous évoquant, la mémoire collective, qui, de part et d'autre des rives du Rhin, pourrait déboucher sur un avenir et une histoire partagée, afin de « fabriquer » l'Europe, autrement.

Les racines communes des deux Nations réaffirment ainsi avec conviction la question primordiale, de ce qui constitue une Nation, basée sur une notion unitaire de territoire et de Loi, et fondée sur le consentement mutuel des populations qui la composent.

Ainsi c'est tout l'ordonnement social, culturel et institutionnel qui fonde l'attachement de des Français à leur histoire et à leur souveraineté, que l'auteur nous invite à redécouvrir avec la minutie d'un orfèvre.

Du haut de près de mille cinq cent ans d'histoires tumultueuses et passionnées, qui fondent l'homogénéité de la Nation, ce livre nous plonge dans la réalité d'une France, qui en se cherchant, se construit son propre avenir et redécouvre que ce que d'aucuns appellent « l'exception française » ; paradoxe qui pourrait servir d'étalon pour bâtir une histoire européenne commune, entre cousins germaniques...

Editions Perrin, Paris

❖ **PETITES ANNONCES CLASSEES**

Réchauffer la Banque recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel

O Je souhaite continuer à recevoir **Réchauffer la Banquise**

O Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la banquise**

O J'adhère à l'association **CACTUS**, éditrice de réchauffer la banquise et du site www.cactus-republicain.org et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de **CACTUS REPUBLICAIN**

O Je suis disposé(e) à collaborer à **Réchauffer la banquise**

O Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

CP :

Téléphone :

Courriel :

Réchauffer la banquise

Publication : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.

Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

Courriel : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

Internet : <http://www.cactus-republicain.org>

Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.

*Si vous ne souhaitez plus recevoir **Réchauffer la Banquise**, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*

Elles/ils écrivent pour La Banquise : Anne Alize, Elie Arié, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Daniel Cojean, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Gabriel Galice, Eric Halphen, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Portal, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...

Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Temir Porrás, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias...

**Tous les numéros précédents de
sont sur**

<http://www.cactus-republicain.org>

ainsi que d'autres textes*, les dessins de Michel Hulin, des histoires drôlatiques, quelques photos (et bientôt plus...), tout sur notre association...

***Pascal Basse, Gérard Benhamou, Michel Collon, Eric Ferrand, Sarah Gambetta, Pierre Henry, Michel Katchadourian, Diane Le Béguéc, Anna Magnanime, Luis Sepulveda, Claire Villiers....**